

## Avant-propos

Depuis la première vague d'industrialisation, qui a touché la France comme la plupart des pays occidentaux à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la « question sociale » a suscité des prises de conscience, des débats, des avancées, des conflits, auxquels les travailleurs, organisés dans des structures collectives comme les syndicats, ont pris toute leur place. Revenir sur l'histoire du syndicalisme, c'est poser un regard d'ensemble sur les valeurs qui ont fondé nos sociétés contemporaines, les tensions qui les ont parcourues, les évolutions qui ont abouti à notre monde d'aujourd'hui. Le syndicalisme n'est pas seulement un objet d'histoire, que l'on sortirait délicatement du musée pour l'étudier avec tout le respect dû aux vestiges d'un passé révolu. Il correspond bien à une aventure humaine et collective, qui doit se prolonger aujourd'hui si l'on veut éviter le repli sur soi et les crispations identitaires.

C'est bien dans cette perspective que l'Université Blaise-Pascal, à travers notamment son Centre d'histoire Espaces et Cultures (CHEC), a répondu à l'appel du Conseil général du Puy-de-Dôme et s'est résolument engagée dans cet important projet sur le syndicalisme, depuis les origines jusqu'à nos jours. Plusieurs temps forts ont marqué ce travail collectif, clairement dirigé vers le grand public : une grande exposition a eu lieu au printemps 2011, déclinée depuis dans des versions locales, tandis qu'un important colloque relatif à l'histoire

et à la mémoire des mouvements syndicaux au XX<sup>e</sup> siècle s'est déroulé en décembre 2012. En s'impliquant dans chacune de ces manifestations, l'Université Blaise-Pascal remplit à la fois sa mission traditionnelle d'expertise scientifique et une fonction plus citoyenne, que nous souhaitons voir croître et qui consiste à éclairer les grands enjeux sociétaux du temps présent. Le croisement des regards d'historiens et des spécialistes d'autres sciences sociales (sociologues, anthropologues notamment...), de militants du monde ouvrier, de personnalités exerçant ou ayant exercé des responsabilités syndicales, politiques et associatives est précieux pour mieux cerner une réalité complexe, plurielle, mouvante au gré des périodes, mais qui constitue le cœur même d'une société démocratique. Le présent ouvrage, qui reprend les actes du colloque clermontois de décembre 2012, contribue ainsi à une meilleure connaissance de l'histoire du syndicalisme, dans le département de Puy-de-Dôme mais aussi en France, tout en contribuant à une réflexion sur l'avenir de la démocratie à l'âge post-industriel.

L'histoire du syndicalisme et du mouvement ouvrier a longtemps souffert d'un déficit de légitimité, en raison de l'engagement politique de certains de ses auteurs les plus brillants. Elle a pourtant donné lieu à de belles réussites, qu'un certain nombre de contributions réunies dans cet ouvrage remettent en lumière et qui ont marqué l'historiographie des années 1950 et 1960 principalement. Que l'on songe aux publications pionnières d'Édouard Dolléans<sup>1</sup>, aux travaux de l'historien et syndicaliste Georges Lefranc sur la mobilisation sociale du Front populaire ou, plus largement, sur le mouvement syndical sous les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Républiques<sup>2</sup>; aux recherches de Jacques Julliard sur Fernand Pelloutier, la création des bourses du travail et l'ori-

---

1. Il a notamment rédigé la première grande synthèse scientifique sur le sujet : Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris, Armand Colin, 3 vol., 1948-1953.

2. Voir notamment Georges Lefranc, *Le mouvement syndical en France sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Payot, 1965.

gine de l'anarcho-syndicalisme en France<sup>3</sup> ; ou encore au grand chantier collectif lancé à partir de 1958 par Jean Maitron, lui-même spécialiste de l'anarchisme, et qui a donné naissance au monumental *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*<sup>4</sup>. À partir de 1970, le reflux de l'histoire économique et sociale et les nouvelles modes historiographiques (histoire des mentalités puis histoire culturelle) a sans doute ralenti un renouvellement des approches et des problématiques par le biais de l'interdisciplinarité et de l'ouverture aux autres sciences sociales, qui ont alors davantage concerné l'histoire des mouvements sociaux, dans la foulée des travaux fondateurs de Michelle Perrot<sup>5</sup>, que celle des syndicats à proprement parler. Mais depuis le milieu des années 1990, l'intérêt d'une jeune génération de chercheurs pour une histoire sociale renouvelée et pour la période la plus contemporaine a permis de renouveler profondément les approches de l'histoire du monde ouvrier, du mouvement social et du syndicalisme<sup>6</sup>. Comme le soulignent les diverses contributions à cet ouvrage, le syndicalisme n'est pas seulement le reflet de la condition et de la situation de différents groupes sociaux, qu'il s'agisse des ouvriers, des paysans ou des étudiants... S'il s'inscrit dans l'histoire tourmentée des rap-

---

3. Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Le Seuil, 1971.

4. Jean Maitron a coordonné lui-même la publication des trois premières parties chronologiques de ce dictionnaire : 1789-1864 (3 vol., publiés entre 1964 et 1966), 1864-1871 (6 vol., 1967-1971), 1871-1914 (6 vol., 1973-1977). Après sa mort en 1987, c'est Claude Penneret qui a pris sa suite, pour la publication (entre 1981 et 1993) des 28 volumes couvrant la quatrième période (1914-1939) et pour le lancement du *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social*, dont la publication a commencé en 2006.

5. Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève. France 1871-1890*, Paris, Mouton, 1974, 2 vol.

6. Citons simplement quelques jalons, sans prétention aucune à l'exhaustivité : Frank Georgi, *L'invention de la CFDT 1957-1970*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/CNRS éditions, 1995 ; Stéphane Sirot, *La grève en France. Une histoire sociale XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 2002 ; ou la synthèse récente de Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2012.

ports sociaux, il est également un champ d'observation des pratiques collectives, de la diffusion des idéologies et des cultures et des relations entre les individus, les classes, les sexes. Le syndicalisme est à la fois une structure, qui représente, encadre, anime, rassemble ou divise des groupes d'hommes, mais aussi un acteur de la vie collective, aussi bien dans le domaine social que politique et culturel.

C'est en ce sens que le syndicalisme représente un enjeu dans nos sociétés contemporaines, marquées par le reflux des structures et des idées collectives et par la montée de l'individualisme. Une société démocratique a besoin de solidarités collectives et de liens qui la cimentent. Le syndicalisme est un de ces liens constitutifs de l'identité républicaine française : chacune des grandes avancées de la démocratie française, aux débuts de la III<sup>e</sup> République, sous le Front populaire, à la Libération, ont été marquées par la conquête de nouveaux droits syndicaux. Partager la mémoire du syndicalisme et en écrire l'histoire ne revient pas à se complaire dans une évocation nostalgique des grands combats d'une époque héroïque rejetée dans le passé. La « question sociale » n'a pas disparu avec le déclin du modèle de développement économique, industrialiste, capitaliste et productiviste, qui s'est construit au fil du XIX<sup>e</sup> siècle et qui a fortement marqué la société française les deux premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle. Elle se pose aujourd'hui en des termes nouveaux, indissociablement liés aux difficultés d'adaptation à une économie mondialisée, davantage fondée sur la finance que sur la production. Face à ces évolutions, le syndicalisme a, à l'évidence, un rôle à jouer. En participant à ce grand chantier collectif sur l'histoire du syndicalisme, l'Université Blaise-Pascal est fière de pouvoir éclairer, à la lumière des acquis de la recherche scientifique, la réflexion des acteurs politiques et sociaux en vue de construire le modèle démocratique de demain.

Mathias Bernard

Président de l'Université Blaise-Pascal